Accuser la Russie avec un Boomerang

À propos du plus grand scandale politique de l'histoire des États-Unis

#Elections #Corruption #Clinton #Trump

Presque tout le monde sait comment fonctionne un boomerang. On peut le jeter en l'air et le regarder monter dans le ciel bleu apparemment sans fin. Mais à un moment donné, la montée imparable peut s'arrêter brusquement. En raison des mouvements de rotation du boomerang autour de son axe, une prétendue précession peut provoquer un renversement complet de la direction du vol. Il n'est pas improbable qu'un boomerang retourne au lanceur d'origine pour le frapper dans le dos après un certain temps.

Un tel boomerang avait été projeté haut dans les airs vers le mois de septembre 2015. À cette époque, un "client conservateur" non encore complètement identifié avait commandé à Washington, par un cabinet de conseil nommé "Fusion GPS", une enquête sur Donald Trump. À ce moment-là, Trump cherchait à devenir le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine l'année suivante, en novembre.

Le dossier anti-Trump

Après que Trump ait été officiellement déclaré candidat à la présidentielle au printemps 2016, les paiements des républicains à Fusion GPS ont été stoppés. Mais cela n'a pas arrêté le travail sur les dossiers - cela a en fait commencé maintenant. Telle une torche, elle a été transmise au parti démocrate américain. Les partisans d'Hillary Clinton par l'intermédiaire de leur siège, le Comité national démocrate (DNC), sont intervenus et sont devenus les nouveaux clients de Fusion GPS concernant le dossier contre Trump.

En juin 2016, peu après que Wikileaks eut rendu publics les nombreux courriels du serveur du Comité national démocrate, Fusion GPS avait engagé un ancien agent britannique du MI-6, Christopher Steele, afin de renforcer le processus de collecte de données. contre Trump.

Steele et Fusion GPS ont poursuivi leurs travaux sans relâche avant, pendant et même après les élections. John McCain, un puissant opposant de Donald Trump au sein du parti républicain, a entendu parler du dossier et a demandé à un proche collaborateur de prendre l'avion pour Londres afin d'inspecter le document et son auteur. McCain a transmis le dossier peu de temps après à James Comey, alors directeur du FBI, qui avait déjà été informé de la situation et qui a probablement également informé le président de l'époque, Barack Obama, du travail effectué avec le système Fusion GPS.

Début janvier 2017, quelques semaines avant l'investiture du nouveau président américain, les quatre anciens chefs des services de renseignement américains - James Comey, John Brennan, Mike Rogers et James Clapper - sont arrivés à Trump Tower. à New York. Ils ont discuté de l'influence présumée de la Russie sur les dernières élections pendant un certain temps avant que James Comey ne soit délibérément laissé seul dans la salle avec Donald Trump. Et c'est ici que l'ancien directeur du FBI Comey a confronté pour la première fois au nouveau président des accusations de dossiers pervers d'une manière qui rappelle l'extorsion de fonds.

Peu de temps avant l'inauguration de Donald Trump en janvier 2017, le dossier a été transféré à BuzzFeed News et l'a immédiatement mis sur son site Web. BuzzFeed News est sponsorisé par NBC News par l'intermédiaire de son propriétaire, ComCast, avec des actions d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Dans les semaines et les mois précédents, le dossier avait déjà été partagé par et entre des journalistes à Washington, DC.

Le président américain qualifie le dossier de fausses nouvelles depuis lors et est plein d'allégations non confirmées et salaces que lui-même et ses proches collaborateurs identifient comme des "choses stupides", entre autres: une évaluation valable et véridique pour prendre le temps de réellement lire le dossier. Un résumé des déclarations contradictoires du dossier peut être lu ici.

Ce n'est pas le cas des médias majoritairement traditionnels aux États-Unis et surtout pas en Europe. Depuis l'apparition du dossier, les principaux médias ont spéculé sur le moment où, comment, et combien Donald Trump avait remporté les élections uniquement grâce au soutien de la Russie et de son gouvernement. Un article de presse mal dirigé a suivi le suivant dans les semaines et les mois qui ont suivi l'assermentation du nouveau président des États-Unis. La plupart des reportages de presse fictifs ont été publiés, alimentés par les ambitions de propagande des médias grand public, et distribués dans des points de vente partout sur la planète.

En mars 2017, Michael Morell, directeur de l'ICA, était l'un des premiers à s'inquiéter du dossier. Christopher Steele a interrogé des témoins par l'intermédiaire d'intermédiaires et avait payé pour leurs allégations, selon Morell.

> "Et puis je me suis demandé pourquoi ces types avaient-ils fourni ces informations, quelle était leur motivation ? Et j'ai appris par la suite qu'il les payait. Que les intermédiaires ont payé les sources [du dossier] et que les intermédiaires ont obtenu l'argent de Chris [topher Steele]. Et cela m'inquiète un peu parce que si vous payez quelqu'un, en particulier d'anciens officiers du FSB, ils vont vous dire la vérité, des insinuations et des rumeurs, et ils vont vous appeler et vous dire: 'hé, allons-y avoir une autre réunion, j'ai plus d'informations pour vous', parce qu'ils veulent être payés un peu plus ... Je pense que vous devez prendre tout cela en considération lorsque vous examinez le dossier." (Ancien directeur de la CIA Michael Morell en 2017)

Le dossier a circulé entre-temps, entre les mains de l'homme d'affaires russe Gubarev et qui, selon le dossier élaboré par Steele et Fusion GPS, aurait utilisé ses fournisseurs d'hébergement Web pour pirater les serveurs informatiques de la DNC. Gubarev a intenté un recours contre le site de publication BuzzFeed News. En conséquence, un tribunal américain ordonne à Christopher Steele de témoigner devant un tribunal en Angleterre, une demande initialement rejetée par l'ex-employé du MI-6. La cour scelle plus tard les dépositions de Steele et de l'assistant McCain, David Kramer.

La pression a de plus en plus augmenté sur le président du FBI James Comey depuis janvier 2017 également. Le 9 mai 2017, le directeur Comey est démis de ses fonctions de directeur du FBI par le nouveau président des États-Unis à la suite de la recommandation appropriée du procureur général des États-Unis, Jeff Sessions, et du sous-procureur général, Rod Rosenstein.

Pendant ce temps, une commission du Sénat a déclaré à Fusion GPS qu'elle ne souhaitait pas seulement interroger son chef, Glenn Simpson. En octobre 2017, environ 40 000 documents Fusion GPS ont été remis au Sénat américain. Et quelques jours plus tard, Peter Fritsch et Thomas Catan, membres clés du personnel de Fusion GPS, refusent de témoigner devant le comité du Sénat, invoquant le cinquième

amendement des États-Unis - une loi généralement utilisée pour éviter de se blesser par ses propres déclarations.

Fin octobre 2017, la presse a rapporté qu'un site Web appelé "Free Beacon" avait contacté pour la première fois Fusion GPS au sujet du dossier contre Trump. Michael Goldfarb, ancien directeur de campagne du sénateur républicain John McCain, est le président du site conservateur.
Vers la mi-novembre 2017, le fondateur de Fusion GPS , Glenn Simpson, est invité à témoigner devant le Congrès américain. Pour la plupart, il laisse parler son avocat, affirmant notamment qu'il ne s'est même pas donné la peine de vérifier les nombreuses demandes du dossier. Rien d'étonnant, compte tenu des près de 10 millions de dollars US payés par le siège du Parti démocrate à Washington, la DNC, à un cabinet d'avocats dénommé Perkins Coie, dont la plus grande partie va à Fusion GPS. Des paiements dont, quelques mois plus tard, personne à la DNC ne pouvait se souvenir de quelque manière que ce soit. Le nouveau responsable de la presse et de la communication du parti démocrate à la fin du mois d'octobre 2017:

> «Tom Perez et les nouveaux dirigeants de la DNC n'étaient pas impliqués dans les décisions concernant Fusion GPS, et ils ne savaient pas non plus que Perkins Coie [un cabinet juridique qui avait reçu environ 10 millions de dollars de la DNC de 2015 à 2016] avait travaillé avec l'organisation. Mais soyons clairs: il y a une enquête fédérale sur la campagne de Trump avec la Russie, et le peuple américain a le droit de savoir ce qui s'est réellement passé

En ce sens, nous avons mis en lumière des connaissances complètement différentes:

Uranium One et la Fondation Clinton

En avril 2015, le New York Times signalait que, en liaison avec une ancienne société canadienne appelée «Uranium One», des millions de dollars avaient été versés à la Fondation Clinton de 2009 à 2013. Enfin, Uranium One - une société américaine de gestion de réserves d'uranium - a été reprise par le géant russe de l'énergie Rosatom.

Tout a commencé en 2005, lorsque l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, avait aidé un ami milliardaire du Canada, nommé Frank Giustra - à obtenir les droits d'une mine d'uranium au Kazakhstan. Grâce à cet accord, la société Ur-Asia Energy, Ltd. de Giustra pourrait non seulement fusionner avec une société canado-sud-africaine appelée Uranium One par le biais d'une transaction de 3,5 milliards de dollars américains, mais pourrait également reverser plusieurs dizaines de millions de dollars à la Fondation Clinton.

Mais le Kremlin de Poutine voulait aussi des réserves d'uranium du Kazakhstan et commençait à influencer les principaux membres du gouvernement kazakh. Bientôt, quelques mois seulement avant de célébrer les responsables responsables de l'affaire Giustra ont été arrêtés. Tout à coup, la participation d'Uranium One dans la mine kazakhe risquait d'être confisquée par l'État.

La valeur boursière d'Uranium One a baissé et les présidents paniqués se sont tournés vers le département d'État américain dirigé par Hillary Clinton. Des réunions d'urgence avec le gouvernement kazakh ont été organisées et, quelques jours plus tard, il a été annoncé qu'une solution avait été trouvée: le géant russe de l'énergie Rosatom absorberait 17% d'Uranium One et le dilemme de la mine Kazakhstan disparaîtrait - ainsi que celui de la mine. les donateurs de la Fondation Clinton.

Le Kremlin souhaitait toutefois non seulement des actions sur les marchés de l'uranium, mais également un contrôle sur autant que possible. Mais pour reprendre complètement Uranium One, le Kremlin devait convaincre l'ensemble de l'administration américaine et Obama qu'il serait logique d'absorber entièrement le bras canadien d'Uranium One - qui gère un cinquième de toutes les réserves d'uranium américaines - en Russie.

Pour des décisions aussi critiques liées à la sécurité nationale des États-Unis, une approbation spéciale du soi-disant comité CFIUS est requise, laquelle est composée des supérieurs de 14 agences gouvernementales américaines. Hillary Clinton à la tête du département d'État américain, par exemple, et Eric Holder, alors procureur général, et dont les citoyens étaient très au courant de l'époque à propos de l'influence russe et de la corruption liée à l'affaire Uranium One - par exemple par l'intermédiaire du plus haut procureur américain. , Rod Rosenstein.

En mars 2010, Hillary Clinton s'est rendue à Moscou où elle a rencontré Poutine et Medvedev. Quelques mois plus tard, Bill Clinton prononce un discours à Moscou et reçoit 500 000 dollars américains, un montant largement supérieur à ses honoraires habituels. Et pas d'un milliardaire pétrolier ennuyé, mais de «Renaissance Capital Bank», qui entretient des liens étroits avec le Kremlin - une banque qui a négocié des actions d'Uranium One.

Enfin, en octobre 2010, le comité CFIUS a annoncé qu'il n'avait plus d'objection à la prise de contrôle à 100% d'Uranium One par Rosatom en dépit des préoccupations des républicains. Voilà!

Le président d'Uranium One peu de temps après fait quatre généreux dons à la Clinton Foundation, totalisant 2,35 millions de dollars américains et qui ne sont pas rendus publics par les Clinton, en dépit de l'obligation de déclarer tous leurs revenus pendant la période où Hillary Clinton était membre du gouvernement des États-Unis.

La justification des Clinton était et reste que les dons liés à Uranium One ont été versés à la branche canadienne de la Fondation Clinton et que la loi canadienne est censée interdire la divulgation des fonds provenant de dons.

Plus de 140 millions de dollars US ont été versés à la Fondation Clinton pour l'acquisition d'Uranium One, une prise de contrôle de la société que le président de Rosatom, Sergei Kiriyenko, a commentée peu de temps après: «Peu de gens auraient pu imaginer serait jamais en mesure d'acquérir 20% des réserves d'uranium des États-Unis».

Octobre 2017 révèle que le ministère de la Justice américain aurait ouvert une enquête sérieuse sur Uranium One et Rosatom. Un sénateur américain appelle le procureur général des États-Unis à abroger un accord de confidentialité du FBI avec un homme d'affaires afin de lui permettre de témoigner devant le Congrès américain - un initié du monde des affaires qui travaillait pour le FBI. comme informateur sur Uranium One et qui a même été payé par le FBI pour son travail dangereux.

Pendant ce temps, les flux financiers de la Fondation Clinton apportent plus de lumière sur le dossier radioactif Uranium One. Par le biais d'une société appelée APCO Worldwide, la Fondation Clinton a reçu des subventions supplémentaires pour son aide présumée aux sociétés énergétiques russes et souhaitait participer aux contrats de candidature pour le marché américain de l'énergie, valant des milliards de dollars. De cette façon, les entreprises russes pourraient au moins potentiellement revendre aux États-Unis l'électricité créée à partir de la transaction Uranium One.

Des dons généreux des contribuables allemands ont également été versés à la Fondation Clinton. La GIZ (Société allemande pour la coopération internationale) et le ministère fédéral de l'Environnement sont désignés comme donateurs dans la catégorie 1 à 5 millions de dollars américains. Les paiements BMU du ministère de l'Environnement, en particulier, sont plus que douteux puisqu'ils ont eu lieu au troisième trimestre de 2016 et au plus fort de la phase des élections américaines. Ces paiements auraient été accordés pour des projets environnementaux menés au Kenya et en Éthiopie - le «reboisement d'arbres», comme l'a officiellement proclamé le BMU.

Mais les relations de la Clinton Foundation vont encore plus loin - jusqu'au bout du monde, pour ainsi dire. L'un de leurs plus gros donateurs est le Département d'État australien, dirigé par Alexander Downer et qui sera bientôt critiqué pour être l'un des premiers à lancer les enquêtes anti-Trump de 2016 pour et / ou avec le FBI.

En outre, le drame entourant le soi-disant conseil spécial chargé d'enquêter sur les liens présumés de la campagne électorale de Trump avec la Russie ouvre également des chapitres épineux les uns après les autres depuis le milieu de 2017.

Le «Deep State» et le «Conseil Spécial»

Après que le faux et salace dossier anti-Trump ait délibérément circulé dans le public, le directeur du FBI, James Comey, a néanmoins convaincu le Sénat américain et le FBI d'initier un contrôle judiciaire des prétendues implications russes dans la campagne de Trump - ceci même après la dissidence de Comey et sa fuite d'informations classifiées auprès de ses collègues et des médias.

La nomination du chef d'une telle enquête serait de la responsabilité personnelle de Jeff Sessions, procureur général des États-Unis. Sessions se récuse cependant en raison de la pression du dossier quasi-criminel, des membres du Parti démocrate et de quelques républicains anti-Trump avec l'excuse qu'il avait rencontré à plusieurs reprises Sergey Kislyak - ambassadeur de Russie aux États-Unis - et pourrait donc être biaisé. Le procureur général par intérim, Dana Boente, prend les responsabilités de Jeff Session pour une brève période d'environ quatre mois, au cours de laquelle Boente soussigne quelques mandats d'espionnage contre des responsables de Trump et d'anciens membres de sa campagne politique. Enfin, en avril 2017, le deuxième fonctionnaire du MJ, le sous-procureur général Rod Rosenstein, prend le relais et nomme son superviseur de longue date Robert Mueller - bon ami de James

Comey d'ailleurs - en mai 2017 comme le chef du conseil spécial.

Rod Rosenstein, Robert Mueller et James Comey sont, selon des initiés, des exemples du soi-disant "Deep State", un gouvernement fantôme américain qui veut dissimuler d'importantes décisions politiques et sociales au public. chambres pour contourner la république et en particulier la constitution américaine.

Dans ce contexte, il convient de mentionner Lisa Barsoomian, épouse de Rod Rosenstein, avocat réputé à Washington, DC. Lisa travaille pour le cabinet d'avocats R. Craig Lawrence et a aidé Hillary Clinton dans dix-sept affaires judiciaires entre 1991 et 2017, Bill Clinton quarante fois, Barack Obama quarante-cinq fois, James Comey cinq fois et même Robert Mueller lui-même trois fois.

Robert Mueller et ses collègues commencent leur travail sur le sujet. Le 30 octobre 2017, l'ancien directeur de campagne de Trump, Paul Manafort, est mis en accusation, principalement pour des raisons financières, des fonds ayant apparemment été canalisés vers les États-Unis et provenant d'une société chypriote sans avoir été dûment déclarés. L'avocat de Paul Manafort rejette les accusations de Mueller de manière tout à fait scandaleuse ce jour-là. Déjà à la fin de juillet 2017, le FBI avait frappé aux portes de Manafort avec un mandat de perquisition. Pas devant la porte de sa maison, mais juste devant la porte de la chambre à coucher - et pas seulement très tôt le matin, mais il est intéressant de noter que une semaine avant, Rod Rosenstein avait en fait nommé Robert Mueller à la tête du Conseiller spécial.

Des idées très vagues à propos du conseil spécial et de sa portée légale nous entourent - et pas seulement aux États-Unis. Au moins, le Département de la justice des États-Unis devrait savoir depuis 1972 qu'un président des États-Unis ne peut être poursuivi, un acte d'accusation compromettant ses capacités exécutives. Les enquêtes ne peuvent éventuellement aboutir qu'à une mise en accusation. Il s'agit d'un engagement politique qui doit être décidé par le Congrès - avec les trois quarts des voix.

En ce qui concerne l'affaire Paul Manafort, il est intéressant de noter que l'acte d'accusation de Robert Mueller parvient à la presse trois jours avant son exécution, acte hautement illégal du soi-disant "conseil spécial". La presse mondiale libérale de gauche est bien sûr heureuse et se prépare pour une arrestation d'un week-end par Manafort un lundi matin. Outre Manafort, un volontaire grec de la campagne de Trump dont personne n'avait jamais entendu parler auparavant est accusé d'avoir menti au FBI. Bientôt un professeur maltais nommé Mifsud prend la parole et mentionne également les charges retenues contre Papadopoulos comme une «risée».

George Papadopoulos est par la suite inculpé pour avoir fait de fausses déclarations au FBI. Quelques mois plus tard, surtout après son audition devant le Sénat américain à la fin du mois d'octobre 2018, Papadopoulos envisage de se retirer de l'accord de plaidoyer avec Robert Mueller et a l'intention de porte plainte pour faute du gouvernement, ce qui a conduit à une mise en place des événements entourant Harper, Mifsud et Alexander Downer et l'ouverture de toute l'enquête sur la Russie menée par le FBI. L'interview de George Papadopoulos de novembre 2018 concernant l'ensemble de la question mérite vraiment d'être écoutée. Il en va de même pour son témoignage devant le Comité du pouvoir judiciaire américain d'octobre 2018.

Des actions plus douteuses de Rod Rosenstein et Robert Mueller sont révélées. Le sénateur Louie Gohmert présente un document de 2014 signé par Rod Rosenstein lors d'une audience au Sénat américain avec le procureur général Jeff Sessions et dans laquelle le sous-procureur général américain - et qui nomme Robert Mueller à la tête du conseil spécial. au début de 2017 - balaie l'enquête, les

mandats de perquisition et plus encore concernant la prise de contrôle d'Uranium One par Rosatom sous la table et en cache l'accès.

Le scandale Clinton-Email-Email et le FBI

Fin novembre 2017, une autre bombe apparaît dans la presse. L'ancien inspecteur général des services de renseignement Charles McCullough III. déclare avoir été menacé par des membres de l'administration Obama d'être licencié en 2016 s'il devait poursuivre l'enquête sur des informations confidentielles contenues dans et sur les courriers électroniques et les serveurs privés (et non sécurisés) d'Hillary Clinton.

Le 29 novembre 2017, le Congrès américain devient légalement actif. Les demandes d'une commission du Sénat adressées au ministère de la Justice et au FBI concernant le dossier anti-Trump et d'autres questions ont été bloquées par ces deux départements pendant des mois, menant à un procès pour outrage au Congrès. >
Ces enquêtes sénatoriales font apparaître pourquoi le directeur adjoint du FBI Peter Strzok avait été limogé par l'avocat spécial Robert Mueller en août 2017 - un fait rendu public seulement plusieurs mois plus tard et uniquement à cause des efforts de quelques sénateurs américains. Strzok est accusé d 'instrumentalisation du dossier salace anti-Trump et a été démis de ses fonctions au FBI en raison de ses polémiques anti-Trump.

D'autres actes répréhensibles anti-Trump émanant du prétendu "conseiller spécial" de Robert Mueller - et qui auraient coûté environ 8 millions de dollars américains en un peu moins d'un an - ont été révélés début décembre 2017, particulièrement explosifs informations détaillées sur les principaux membres du personnel de Robert Mueller Andrew Weissmann, Bruce Ohr et Jeannie Rhee.

Le 12 décembre 2017, Nellie H. Ohr, épouse de Bruce Ohr, à seulement quatre portes du bureau du procureur général suppléant, avait travaillé en 2016 pour Fusion GPS. Andrew McCabe, directeur adjoint du FBI et supérieur de Bruce Ohr, ainsi que Terry McAuliffe, ancien dirigeant du parti démocrate:

Enfin, le 13 décembre 2017, Rod Rosenstein est interrogé devant une commission du Sénat et le Congrès des États-Unis. Il lui est également demandé de donner son avis sur la question de savoir si le soi-disant conseiller spécial Robert Mueller devrait éventuellement être remplacé. Le procureur général

américain Rosenstein, cependant, refuse de révéler publiquement comment la nomination de l'avocat spécial a eu lieu et comment est né Robert Mueller malgré ses précédentes activités au sein du cabinet d'avocats WilmerHale était devenu le chef du conseil spécial malgré un conflit d'intérêts évident. Parce que, au même moment où Robert Mueller était un conseiller principal du cabinet d'avocats, WilmerHale représentait également Paul Manafort et Jared Kushner. Et Robert Mueller a été directement impliqué dans un projet avec le général américain Michael Flynn, qui a été inculpé début décembre 2017 pour de fausses déclarations présumées au FBI par Robert Mueller lui-même.

Quelques jours après les communications amicales mais plutôt insignifiantes de Rosenstein avec le Congrès américain, le gouvernement Trump s'active contre le conseil spécial de Robert Mueller. Dans une lettre de l'équipe juridique de Trump, les avocats affirment que l'équipe de Mueller a illégalement saisi des milliers de documents de courrier électronique sans préavis ni approbation, y compris des ordinateurs portables et des téléphones portables. Ces accusations sont encore plus explosives car la lettre avertit que certaines des informations saisies auprès de Trump et de son équipe contiennent des informations classifiées - dont certaines ont déjà été divulguées au public par des membres du prétendu "conseiller spécial".

Le 20 décembre 2017, le directeur adjoint du FBI Andrew McCabe est interrogé à huis clos devant le Congrès américain pendant plus de sept heures. Selon les participants, il était un responsable du FBI favorable aux démocrates à qui avait également demandé pendant la session ce qu'il pensait lorsqu'il a appris que la campagne de Clinton à la DNC avait payé le dossier anti-Trump salace et non vérifié. Il a dit qu'il ne pouvait pas s'en souvenir. Néanmoins, il existe des documents portant la signature de McCabe qui prouvent qu'il était au courant de l'affaire.

Le scandale sur Uranium One touche lentement le Département de la justice des États-Unis également, sans être vraiment pressé de régler le problème. En décembre 2017, le ministère de la Justice a déclaré qu'il serait peut-être intéressé d'examiner de plus près cette question, en particulier l'exportation illicite d'uranium des États-Unis vers le Canada, ainsi que les déclarations du ministère de la Justice.

Le mépris du Congrès

Le 28 décembre 2017, le membre du Congrès américain Devin Nunes envoie une lettre presque historique au sous-procureur général Rod Rosenstein. Dans cet article, Nunes exige la remise de documents importants concernant les employés de haut rang, Bruce Ohr, Lisa Page, Peter Strzok, ainsi que d'autres membres du MJ et de l'avocat spécial. D'autres membres du Congrès suivent et menacent de finalement lancer des procédures de mise en accusation et même d'inculpation contre les supérieurs du DOJ si les demandes du Congrès des États-Unis restent sans réponse ou sont délibérément retardées.

Dans les premiers jours de 2018, il apparaît clairement que le boomerang a atteint son point de retournement et a maintenant commencé à voler vers les lanceurs d'origine. Le 4 janvier 2018, Paul Manafort a engagé une action en justice contre l'avocat spécial parce que ses avocats et lui-même ont revendiqué les enquêtes et les allégations de l'équipe d'avocats spéciaux dirigée par Robert Mueller, qualifiée de "non amarrée" - terme naval, qui peut également être décrit comme non lié.

Des découvertes supplémentaires sur Fusion GPS sont révélées. Après qu'un tribunal américain ait autorisé l'accès à leurs comptes bancaires, Fusion GPS passe à l'offensive, affirmant qu'il s'agirait d'actions non autorisées et que Fusion GPS serait la véritable "victime" de toutes les nombreuses

enquêtes menées en Russie. En réponse, un journaliste du Venezuela a contacté la presse et informé le public sur les pratiques de Fusion GPS. Il souligne que Fusion GPS avait payé non seulement les journalistes, mais également les entreprises de médias.

Le département américain de la Justice commence également à devenir plus actif et lance une nouvelle enquête sur la Clinton Foundation à Little Rock, dans l'Arkansas, ainsi que sur les dons de la fondation liés à Uranium One un de nombreux coins du monde.

Le 9 janvier 2018, un autre événement mémorable et intéressant étonne le monde. La célèbre et célèbre sénatrice californienne Dianne Feinstein (démocrate) divulgue et publie les transcriptions d'audience divulguées de l'audience devant le Congrès américain du fondateur de Fusion GPS, Glenn Simpson, datant de décembre 2017. Quand à la fois le sénateur Grassley, président de la Commission, et le président américain le sénateur californien explique soudainement à une presse abasourdie que la vague de froid extrême qui régnait à l'époque sur la côte est et que, par conséquent, une grippe l'aurait poussée à passer les enregistrements à Feinstein presse sans l'approbation préalable du président et des autres membres de la commission. L'objectif de Feinstein d'informer tous les autres membres du FBI, du MJ et d'autres témoins avant les prochaines audiences du Congrès afin d'éviter des déclarations contradictoires avait toutefois été atteint de manière irrévocable.

Pendant ce temps, la sénatrice californienne veut convaincre le public qu'elle a agi pour le compte des avocats de Fusion GPS lorsqu'elle a mis les dossiers à la disposition du public - les pouvoirs et le mandat de la Commission du Sénat américain étant totalement ignorés, tout comme s'il n'y aurait plus de Constitution des États-Unis et plus aucun droit du Congrès des États-Unis.

Le 11 janvier 2018, une actualité à propos de Bruce Ohr, employé du DOJ, est démise de ses fonctions au ministère de la Justice. Il a été découvert qu'il était non seulement connecté au Fusion GPS via son épouse et qui travaillait pour le cabinet en tant que spécialiste de la Russie, mais aussi et même avec le projet Cassandra, dans lequel il se trouvait rôle de supervision. D'autres recherches révèlent que son épouse Nellie Ohr avait demandé une licence de radio sécurisée auprès de la NSA en mai 2016, très probablement pour pouvoir transmettre des informations d'initiés de son mari au ministère de la Justice et Informations du FBI en toute sécurité vers Fusion GPS, puis de nouveau.

Bruce Ohr a dû continuer à être en contact étroit avec l'auteur de la salace anti-Trump dossier Christopher Steele et Fusion GPS même après que le FBI avait décidé de couper ses liens avec l'ex-espion Britannique, ce même après Bruce Ohr avait averti les membres du département de Justice et le FBI déjà à l'été de 2016 au sujet du financement politiquement - sinon criminellement - motivé du dossier de Steele par la campagne de Clinton. Ces circonstances s'enflamment au début de 2019 une éventuelle enquête criminelle des hauts fonctionnaires du ministère de la justice des États-Unis, puisque le soi-disant «FISA-tribunaux» avait approuvé un certain nombre de mandats pour espionner les membres de la campagne de Trump, parmi eux Carter page, basé sur le faux dossier Steele à partir du 2016 octobre. Ces mandats ont été remariés à plusieurs reprises, également avec l'approbation du sous-procureur général Rod Rosenstein. Bruce Ohr a également informé Andrew Weisman et Zainab Ahmad à l'époque du dossier fictif anti-Trump, motivé par des considérations politiques et financé par la DNC, qui deviendront plus tard des membres clés de l'avocat spécial de Robert Mueller.

Nellie Ohr a également admis avoir examiné de près les horaires de voyage d'Ivanka Trump, entre autres.

Christopher Steele lui-même semblait avoir été inquiet au sujet de son «travail». Selon des sources gouvernementales, l'espion britannique ex-MI6 a envoyé un message texte le 18 mars 2016 à Bruce Ohr et dans lequel il a écrit ce qui suit:

> Salut! Je me demandais si vous aviez des nouvelles? Évidemment, nous sommes un peu inquiets compte tenu de l'apparence prévue [de l'ex-FBI directeur James comey] au Congrès lundi. En espérant que les pare-feu importants tiendront. Merci beaucoup.

Le Département de la justice des États-Unis a émis un acte d'accusation à l'encontre d'un PDG d'une entreprise de transport nucléaire du Maryland en janvier 2018 - une affaire liée à Uranium One. De plus amples détails montrent qu'un des juges dans cet acte d'accusation est Theodore Chuang. Chuang, un candidat Obama vivant dans le Maryland, étudiait à l'Université de Harvard exactement au même moment où Obama y effectuait ses études. Il avait été l'un des premiers juges à rejeter l'interdiction de voyage de Trump pour six pays musulmans de 2017. De plus, Chuang avait été nommé juge fédéral en 2014 contre complètement tous les votes des républicains au Sénat. De plus, Chuang a été l'un des individus les plus actifs dans le barrage des attaques terroristes meurtrières de 2012 contre les ambassadeurs américains à Benghazi.

Le 19 janvier 2018, FoxNews a contacté l'avocat russe Veselnitskaya à Moscou et qui, avant les élections de 2016, avait rencontré et discuté avec des membres de l'équipe de campagne de Trump. Depuis lors, elle a été qualifiée d'espion russe présumé travaillant pour Trump dans les médias. Quoi qu'il en soit, dans cette interview, elle confirme le caractère pervers du dossier anti-Trump et affirme en outre qu'elle n'a pas encore été interrogée par l'avocate spéciale au sujet de ses entretiens avec l'équipe de Trump.

La réunion de Veselnitskaya en 2016 à la Trump Tower a changé de visage, mais le fondateur de Fusion GPS, Glenn Simpson, a révélé dans son témoignage qu'il avait apparemment dîné avec Veselnitskaya la veille et après sa réunion à la Trump Tower le 9 juin 2016. Il y a d'autres signes que l'avocat russe a travaillé directement pour l'ombre du cabinet de conseil Fusion GPS. Rob Goldstone, l'homme qui a mis Veselnitskaya en contact avec Donald Trump Jr. et qui a organisé la tristement célèbre réunion avec elle de la Trump Tower avec Jared Kushner et Paul Manafort le 9 juin 2016, a déclaré que Veselnitskaya avait demandé en vain deux réunions supplémentaires avec l'équipe Trump - une après la victoire électorale de Trump et une autre peu après son investiture en janvier 2017. En outre, octobre 2018 révèle que, selon la presse russe, le procureur général adjoint Karapetyan serait mort dans un accident d'hélicoptère près de Moscou, un haut responsable du gouvernement russe étroitement lié à l'avocat Veselnitskaya. Tous deux avaient déjà fait l'objet de critiques dans les médias occidentaux, car ils avaient été impliqués dans un scandale de corruption entourant les enquêtes sur les flux financiers russes en Suisse.

Les méthodes avec lesquelles les démocrates américains ont l'intention d'instrumentaliser davantage une réunion plutôt insignifiante de la Trump Tower de juin 2016, même après tous les incidents qui l'ont entourée, sont bien décrites dans la lettre intéressante du sénateur américain Chuck Grassley du 3 décembre 2018 à un sénateur démocratique:

> «Curieusement, votre lettre cite également une autre revendication qui a fait l'objet d'une rétractation de haut niveau. Vous avez cité un article paru dans CNN en juillet 2018 pour laisser entendre que M. Trump Jr. avait peut-être menti en affirmant qu'il n'avait pas prévenu son père à l'avance de la réunion

> de Trump Tower du 9 juin 2016. Cet article de CNN citait une source anonyme affirmant que M. Cohen [ancien avocat de Trump Senior] avait été témoin du fait que M. Trump Jr. avait déjà informé son père de la réunion. Cette source anonyme a par la suite été Lanny Davis, l'avocat de Cohen, qui a retiré sa plainte dans un spectacle médiatique étrange que votre bureau semble avoir manqué.»

À la mi-janvier 2018, de nouveaux échanges de textes entre Peter Strzok et sa haute liaison avec le ministère de la Justice, Lisa Page, révèlent qu'Hillary Clinton aurait peut-être déjà su à l'avance qu'elle serait exonérée par l'ancien FBI Directeur James Comey des actes d'accusation et des enquêtes complémentaires:

> Peter Strzok: «Le timing ressemble à un enfer. Apparaîtra être chorégraphié.»
> Lisa Page: «Ouais, c'est un timing horrible. Rien à faire pour y remédier.»
> Lisa Page: «Et oui, c'est un vrai profil de courage, car elle sait qu'aucune accusation ne sera portée.»

Les messages texte entre Strzok et Page étant si importants, le FBI a annoncé fin janvier 2018 que tous les messages texte électroniques du 1er décembre 2016 au 17 mai 2017 entre les deux auraient été perdu pour des raisons techniques. Les cinq mois sont critiques, car il s'agit de la période de transition pour la nouvelle administration américaine et, le 17 mai 2017 exactement, Robert Mueller avait été nommé à la tête du conseil spécial. Un rapport du Comité du Sénat américain pour la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales du 7 février 2018, contenant davantage de détails sur les échanges de texte Strzok / Page, mérite également d'être lu.

Après avoir récupéré les messages perdus entre Peter Strzok et Lisa Page, vous comprendrez pourquoi quelqu'un a essayé de les déclarer perdus pour toujours:

> Peter Strzok: «Pensez que nos sœurs ont commencé à fuir comme une folle. Méprisés, inquiets et politiques, ils sombrent dans l'overdrive.»

Non seulement Peter Strzok et Lisa Page ont été démis de leurs fonctions, mais en décembre 2018 aussi leur supérieur au FBI, Bill Priestrap.

Le 29 janvier 2018, il est annoncé que Andrew McCabe est sur le point d'être démis de ses fonctions en tant que deuxième homme du FBI. Ce n'est pas une surprise compte tenu des nombreuses révélations sur ses préjugés politiques:

La femme de McCabe est également critiquée sévèrement vers la mi-février 2018 lorsqu'il est révélé qu'elle avait reçu un soutien monétaire pour sa campagne politique alors que le FBI - et son mari - menaient une enquête. Peu de temps après que l'ex-directeur du FBI, James Comey, ait exonéré Clinton de toute responsabilité concernant le traitement d'informations classifiées sur des serveurs de messagerie non sécurisés - une soi-disant «enquête» à partir de laquelle Andrew McCabe s'est récusé quelques jours auparavant. à l'élection présidentielle américaine de novembre 2016 - L'épouse de McCabe avait reçu environ 1,25 million de dollars de proches partisans de Clinton.

En conséquence, le procureur général a chassé McCabe du FBI à la mi-mars 2018 et exactement deux jours avant le début de sa pension. Comme il a dû quitter le FBI en déshonneur, il ne pourra pas recevoir les mensualités de pension souhaitables du gouvernement américain. Mais l'ex-homme du FBI de haut rang avec une richesse accumulée d'environ 11 millions de dollars US se considère toujours comme une victime malgré son comportement maintes fois documenté et confirmé comme un soi-disant appelé «fuite» d'informations sensibles au public. Par conséquent, McCabe déclare ce qui suit après que son licenciement a été annoncé deux jours avant le début de sa pension:

> «Cela fait partie de la guerre en cours entre le gouvernement Trump et le FBI et les efforts de l'enquête menée par le conseil spécial, qui se poursuivent à ce jour. Leur persistance dans cette campagne ne fait que souligner l'importance du travail du conseil spécial.»

Même une campagne «GoFundMe» pour le multimillionnaire Andrew McCabe est lancée sur Internet et recueille un peu moins de 500 000 dollars US dans quelques jours afin que McCabe «puisse couvrir ses frais d'avocat».

Les mémorandums du Sénat

À la fin du mois de janvier 2018, un mémorandum de quatre pages, précédemment divulgué, est mis à la disposition des membres sélectionnés du Congrès américain. Ceux qui ont eu la chance de voir le document à l'avance avaient qualifié le contenu de honteux, d'explosif et de tant de perturbations qu'il pouvait causer de graves dommages aux dirigeants du ministère de la Justice et du FBI. Les sénateurs démocrates Dianne Feinstein et Adam Schiff (tous deux de Californie) ont également révélé que le document devait être important, affirmant que toute personne souhaitant faire publier le mémorandum serait liée aux efforts de propagande russe. Officiellement et complètement honteux, les deux d'entre eux ont demandé à Twitter et à Facebook aux directeurs techniques de Californie de bloquer les utilisateurs de se connecter au moment #ReleaseTheMemo sur Twitter - comme si c'était à nouveau 1933, temps aux USA.

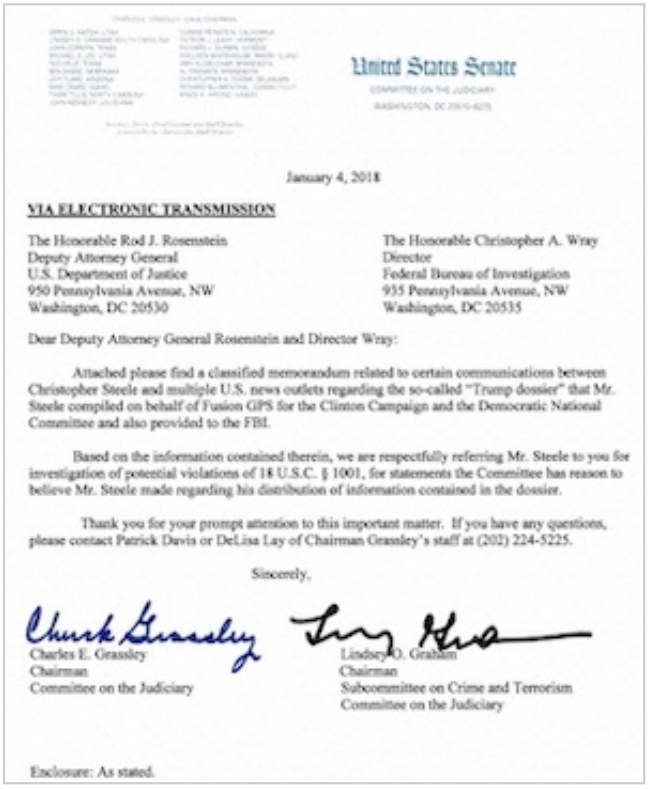
Le FBI et le ministère de la Justice sont également disposés à rendre le mémorandum public, dans la mesure où une autre déclaration officielle de la Commission du Sénat doit être publiée le 31 janvier 2018.:

> «Après avoir bloqué les demandes d'informations du Congrès pendant près d'un an, il n'est pas surprenant de voir le FBI et le MJ émettre des objections fallacieuses à l'idée de permettre au peuple américain de voir des informations relatives aux abus de surveillance de ces agences. Le FBI connaît

> très bien les «omissions matérielles» relatives à ses exposés devant le Congrès et les tribunaux, et il lui est loisible de rendre publique, dans toute la mesure du possible, toutes les informations dont il dispose sur ces violations. Quoi qu'il en soit, il est clair que les hauts responsables ont utilisé des informations non vérifiées dans un document judiciaire pour alimenter une enquête de contre-espionnage au cours d'une campagne politique américaine. Une fois la vérité révélée, nous pouvons commencer à prendre des mesures pour que nos agences de renseignement et nos tribunaux ne soient plus jamais utilisés de manière abusive.»

Enfin, le 2 février 2018 à 18h30, le mémorandum discuté avec verve est mis à la disposition du public. Le document fait de sérieuses allégations contre des hauts responsables du FBI et du ministère de la Justice, ainsi que contre l'auteur du dossier anti-Trump Christopher Steele, et qui, selon le document, est accusé d'avoir non seulement influencé de hauts responsables américains. Département de la justice, mais aussi pour la manipulation directe des représentants des médias.

Quelques jours plus tard, un autre mémorandum est mis à la disposition du public, cette fois par les sénateurs Grassley et Graham. Ce document démontre que Christopher Steele avait également des liens directs avec le département d'État américain et était nourri par des amis de Clinton qui portaient des accusations contre Trump. Le mémorandum indique en outre que Steele a même créé un deuxième dossier contre Trump, qui a également été utilisé à mauvais escient pour obtenir illégalement des mandats de surveillance des membres de la campagne de Trump. Un tel espionnage a eu lieu via Carter Page, par exemple, et celui-ci a probablement été sélectionné par le FBI en raison de son discours prononcé à Moscou, ou peut-être en raison de sa lettre à Hillary Clinton et au directeur du FBI, James Comey.



United States Senate

January 4, 2018

VIA ELECTRONIC TRANSMISSION

The Honorable Rod J. Rosenstein
Deputy Attorney General
U.S. Department of Justice
950 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20530

The Honorable Christopher A. Wray
Director
Federal Bureau of Investigation
935 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20535

Dear Deputy Attorney General Rosenstein and Director Wray:

Attached please find a classified memorandum related to certain communications between Christopher Steele and multiple U.S. news outlets regarding the so-called "Trump dossier" that Mr. Steele compiled on behalf of Fusion GPS for the Clinton Campaign and the Democratic National Committee and also provided to the FBI.

Based on the information contained therein, we are respectfully referring Mr. Steele to you for investigation of potential violations of 18 U.S.C. § 1001, for statements the Committee has reason to believe Mr. Steele made regarding his distribution of information contained in the dossier.

Thank you for your prompt attention to this important matter. If you have any questions, please contact Patrick Davis or DeLisa Lay of Chairman Grassley's staff at (202) 224-5225.

Sincerely,

Charles E. Grassley
Chairman
Committee on the Judiciary

Lindsey O. Graham
Chairman
Subcommittee on Crime and Terrorism
Committee on the Judiciary

Enclosure: As stated.

Le mémo Grassley-Graham ne pouvait pas être facilement arrangé par la Commission du Sénat quelques jours après le mémo Nunes, mais devait être littéralement combattu pour contre la résistance des chefs du FBI et du Département de la Défense. Justice au fil des semaines.

Le nom de Sid Blumenthal est également lu et entendu peu de temps après. C'est un confident de longue date de Clinton qui était sur la liste de paye de la Fondation Clinton depuis un certain temps et qui avait fourni de nombreuses informations au département d'État à l'époque de la attentat à l'ambassade à Benghazi.

Le 8 février 2018, Douglas Campbell, informateur du FBI pour Uranium One, a enfin la possibilité de témoigner devant plusieurs comités du Congrès américain. Il s'agit de son rôle d'homme d'affaires payé par le FBI et impliqué directement dans le processus. rachat d'Uranium One par le géant russe de l'énergie Rosatom. Campbell déclare notamment que 3 millions de dollars américains de fonds de lobbying russes ont été alloués à la société APCO Worldwide - dont de nombreux partisans de Clinton sont employés.

Dianne Feinstein, George Soros, l'oligarque et la fille d'escorte

La mi-février 2018 apporte un éclairage supplémentaire sur le sujet. Un sénateur américain démocrate du nom de Mark Warner, membre du Comité américain du renseignement, a été en contact l'année dernière avec un proche collaborateur de l'oligarque russe Oleg Deripaska et a informé Warner de recontacter Christopher Steele pour obtenir encore plus d'informations présumées anti-Trump. Il faut «ne laisser aucune trace écrite», Warner a été envoyé à Adam Waldmann après avoir été contacté. Warner avait également signé un contrat mensuel exclusif de 40 000 $ avec Deripaska en 2009 et 2010, qui avait déjà attiré l'attention. Les liens de Warner avec Deripaska - l'avocat de l'oligarque Adam Waldmann - sont explicitement invités par le sénateur Grassley le 26 février 2018 à répondre à une série de questions concernant Christopher Steele et son dossier.

Il s'avère également qu'un ancien confident et proche collaborateur de la sénatrice démocrate américaine bien connue, Dianne Feinstein, portant le nom de Daniel J. Jones, avait des liens directs avec Christopher Steele et Fusion GPS, suggérant que le sénateur californien pourrait: ont été au moins l'un des épicentres de la machine à propagande anti-Trump. Cette thèse est soutenue par un article surprenant d'Oleg Deripaska lui-même, publié par DailyCaller.com le 8 mars 2018. Dans cet écrit, l'oligarque écrit que le proche collaborateur de Feinstein, Daniel Jones - un ancien employé du FBI, soit dit en passant - avait lui-même travaillé pour Fusion GPS et indiqué à l'avocat de Deripaska, Adam Waldman, que Fusion GPS serait une organisation médiatique obscure ayant une influence sur les gouvernements du monde entier. Jones a déclaré à Waldman que Fusion GPS est financé "par un groupe de milliardaires de la Silicon Valley et de George Soros", écrit Deripaska dans son article, que Waldman a confirmé devant le Comité du renseignement du Sénat américain le 3 novembre 2017.

Il est intéressant de noter qu'en même temps de ces développements aux États-Unis, un rapport de l'homme politique de l'opposition russe Alexey Navalny est présenté sur Internet et met en contact Oleg Deripaska avec le vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, Prikhodko - l'homme étroitement lié à Vladimir Poutine - dans des circonstances plutôt étranges. Il est plus qu'inhabituel de permettre à une jeune escorte russe lors d'un voyage assez sensible sur le yacht de Deripaska en Norvège - un voyage où Prichodko est également présent - non seulement avec son smartphone, mais avec son permis de l'utiliser plus ou moins à sa guise.

Quoi qu'il en soit, l'histoire avec la fille russe devient encore plus étrange quand elle est soudainement plusieurs mois plus tard interviewée par CNN dans une prison en Thaïlande.

Victoria Nuland, ancienne secrétaire d'État américaine, est également mentionnée dans la vidéo de Nawalny ci-dessus. Elle avait une connaissance précoce du dossier Steele (minute 34:20) et avait également et avait également des liens étroits avec un diplomate de haut rang dirigé par Bill Clinton, Strobe Talbott. Le beau-frère de Talbott est Cody Shearer, un employé de Clinton toujours fidèle et connu non seulement à Washington, DC pour son soutien aux Clinton.

Pour diverses raisons, le dossier anti-Trump se concentre également sur l'Ukraine, en particulier les victimes susmentionnées, Victoria Nuland et Alexandra Chalupa. Chalupa, un proche américain d'origine ukrainienne d'origine démocrate, s'était déjà lancé en 2015 dans le but d'enquêter sur Paul Manafort. Il a ensuite été recruté par Donald Trump pour diriger sa campagne de candidature à la présidentielle. Paul Manafort a des liens étroits avec l'Ukraine, en particulier avec l'ancien président ukrainien Ianoukovitch, qui a été démis de ses fonctions environ deux semaines après le célèbre appel téléphonique de 2014 entre Victoria Nuland et le ambassadeur du États-Unis (de Obama) en Ukraine. Chalupa a fréquemment consulté le gouvernement ukrainien orange, le département d'État américain, entendu parler du dossier Steele, rencontré des membres du personnel de John McCain et des entretiens avec des représentants des médias tels que Michael Isikoff de Yahoo! News, influence l'ambassadeur américain en Ukraine et les membres du Congrès américain, et a certainement communiqué au moins certaines des accusations les plus salaces concernant le sale dossier sur Trump.

Nellie Ohr a témoigné plus tard que les politiciens ukrainiens étaient activement impliqués dans la création du dossier salace anti-Trump:

Fait intéressant, le soi-disant conseiller spécial Robert Mueller est également associé à Deripaska. En 2009, le FBI, dirigé par Mueller, a demandé à l'oligarque de fournir un soutien financier et organisationnel à la libération de l'Américain Robert Levinson d'Iran. Deripaska avait fait don de plusieurs millions de dollars au nom du directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe, car l'oligarque avait des affaires prospères en Iran et que le FBI n'était pas en mesure et n'était pas autorisé à agir directement là-bas. Mais presque à la dernière minute, la secrétaire d'État Hillary Clinton a dû retirer son discours. Un accord avec les Iraniens a été conclu après un échange long et intensément préparé sur Levinson, qui est maintenu en captivité depuis la campagne de la CIA en 2007.

De plus, il est connu que le FBI avait rencontré et payé un agent russe à Berlin 100 000 $ pour recevoir des informations anti-Trump - une entreprise qui s'est révélée être une fraude. Néanmoins, l'espion russe a pris de l'argent pour un prétendu outil de piratage de logiciel qu'il prétendait avoir mais qui en réalité n'avait jamais été confié au FBI.

Il est également révélé que l'ex-directeur de la CIA, John Brennan, était très probablement celui qui avait laissé le dossier sale tourner autour de l'administration Obama avant, pendant et après les élections américaines de 2016, la plupart des tout. D'autres nouvelles montrent que Brennan a également fait une visite surprise à la Russie service secret FSB à Moscou en mars 2016, à cette époque, le projet anti-Trump dossier a été en pleine force. Brennan a également informé l'ancien sénateur démocrate Harry Reid de l'aide présumée apportée par la Russie à Trump. En août 2016, Reid a écrit une lettre à James Comey, alors directeur du FBI, exhortant le FBI à enquêter sur Donald Trump, principalement en raison du dossier non vérifié de Christopher Steele et de Fusion GPS. Reid a écrit peu avant les élections de 2016:

> «Les preuves d'un lien direct entre le gouvernement russe et la campagne présidentielle de Donald Trump continuent de s'accumuler et ont conduit Michael Morell, ancien directeur des services de renseignements par intérim, à appeler Trump un «agent peu disposé» de la Russie et du Kremlin. La perspective d'un gouvernement hostile cherchant activement à saper nos élections libres et équitables représente l'une des menaces les plus graves à notre démocratie depuis la guerre froide et il est essentiel que le Federal Bureau of Investigations utilise **toutes les ressources disponibles** (!) d'enquêter à fond sur cette affaire et dans les meilleurs délais. Le peuple américain mérite de bien comprendre les faits découlant d'une enquête menée avant de voter en novembre [2016].»

Le 16 février 2018, Rod Rosenstein a fièrement annoncé à la presse que le prétendu «conseil spécial» avait porté plainte contre 13 individus et sociétés en raison d'espionnage et d'ingérence lors des dernières élections américaines. Pour la plupart, ces personnes et ces entreprises résident en Russie, ce qui rend l'accusation difficile au moins, voire impossible. Une entreprise portant le nom «Internet Research Agency» basée à Saint-Pétersbourg fait partie de la liste des inculpations car leurs 100 à 600 employés auraient initié des stratagèmes de manipulation massive de l'ensemble de la population américaine avant les dernières élections. selon Rosenstein et ses accusations.

Il faut évidemment se demander pourquoi un avocat spécial est nécessaire pour de telles accusations. Tout procureur aux États-Unis aurait également pu procéder à de tels actes d'accusation. L'équipe de Mueller peut tenter avec élégance de se soustraire aux nombreuses manipulations et actes quasi-criminels qui ont été révélés jusqu'à présent aux États-Unis, principalement par des soi-disant politiciens «démocrates» avant, pendant et après les élections de 2016, on peut conclure .

Une preuve en est apportée quelques mois plus tard lorsque deux avocats comparaissent de manière surprenante au tribunal et plaident non coupables pour l'un des accusations du MJ de Rosenstein accusant des sociétés russes appelées «Concorde Management and Consulting». Les avocats exigent la distribution des documents divulgués par l'avocat spécial et se plaignent de ce que l'équipe de Robert Mueller enfreint les règles de la cour.

En octobre 2018, le soi-disant projet «Lakhta» du Kremlin est dévoilé. Le district oriental de Virginie, en liaison avec le FBI, a accusé un ressortissant russe de Saint-Pétersbourg du nom de Elena Alekseevna Khusyaynova en raison de sa gestion des influences politiques illégales exercées par les États-Unis et d'autres pays réseaux sociaux. Selon l'acte d'accusation, le projet Lakhta est géré par la société Concorde Management and Consulting LLC à l'aide des données financières de l'oligarque russe Yevgeniy Prigozhin, le soi-disant «chef» de Poutine. Les procureurs américains ont même indirectement accusé le projet russe d'avoir prétendument stimulé et appliqué les événements entourant Chartlottesville, en Virginie.

Il est intéressant de noter que certains sénateurs des États-Unis parviennent à des conclusions similaires à propos de Robert Mueller et de l'avocat spécial, tel que l'accusée Khusyaynova dans la plainte pénale déposée à son encontre (page 18).

De plus, les nombreuses révélations des mémorandums du Sénat n'ayant guère retenu l'attention des médias, un document a été envoyé à tous les membres du Congrès le 20 février 2018 avec dix questions sur le dossier Steele et le tentative d'instrumentation de celui-ci. Un questionnaire plus détaillé du comité a été explicitement envoyé le 25 février 2018 à John Podesta, l'ancien responsable de la campagne «Clinton pour l'Amérique».

Un mémorandum de dix pages rédigé par des représentants démocrates avait également été préparé au cours des semaines précédentes et présenté au public à la fin du mois de février 2018. Comme prévu, ce document contribue à davantage de confusion qu'à une simple clarification. de toute l'affaire. En conséquence, le document préparé par certains démocrates américains, comme Adam Schiff, est rejeté et presque mis en garde à propos de par des membres du Comité du renseignement de la Chambre, ainsi que par des membres séniors du sénat.

Pendant ce temps, les représentants des médias traditionnels continuent de se prendre eux-mêmes la main, ils se lancent à la poursuite de Nunes et déforment les faits d'une manière qui rend presque impossible de se moquer de leurs reportages. Par conséquent, des actions contre les représentants des médias pourraient devenir une nécessité dans un avenir rapproché.

Le 28 février 2018, Hope Hicks, ancien responsable des communications du président des États-Unis, démissionne après avoir été interrogé quelques jours plus tôt par la commission du renseignement du Congrès américain. Les choses ne concernent probablement plus le passé, mais les prochaines élections de 2020 et pour lesquelles tout est mis en œuvre pour empêcher la réélection de Trump. Un jour plus tôt, le président américain avait annoncé que Brad Parscale, directeur de la campagne pour sa nomination à la prochaine élection présidentielle de 2020, serait - et qu'il s'était principalement concentré sur la campagne sur les médias numériques.

Quelques semaines plus tard, Parscale a fait connaître son point de vue sur une action en justice intentée par la DNC le 20 avril 2018 contre le gouvernement de Russie (!), contre Wikileaks et contre la campagne Trump, toutes a la meme temps:

> «Il s'agit d'un simulacre de procès concernant une fausse prétention de collusion russe déposée par un parti démocratique désespéré, dysfonctionnel et presque insolvable»

En passant, le dossier anti-Trump sale n'est même pas mentionné dans le procès intenté par DNC.

Au lieu de cela, un autre rapport du US Intelligence Commission du 22 mars 2018 prouve que le paiement du dossier a été poursuivi même après l'inauguration en janvier 2017. Un total d'environ 50 millions de dollars. Selon le rapport officiel, le dollar américain est estimé non seulement à partir de la DNC, mais également de sept à dix personnes fortunées de New York et de Californie. Le document contenait initialement de nombreux passages en blanc, dont certains sont retirés quelques semaines plus tard et apportent depuis un éclairage totalement différent sur le verdict rendu par l'ancien conseiller de la

sécurité nationale de Trump, Mike Flynn.

De plus, à la fin du mois de septembre 2018, un avocat travaillant pour la campagne Clinton et la DNC, surnommé Sussmann, travaillait non seulement avec Fusion GPS, mais avait également fourni au FBI des informations enflammées. directement depuis le siège de Clinton après les élections de 2016.

La sénatrice Dianne Feinstein fait également l'objet de critiques, dans la mesure où il est révélé que le mari de Feinstein, Richard Blum, bien que sa société d'investissement, détenait une importante propriété dans URS Corporation, une société récompensée par des contrats d'une valeur de 4 milliards Les dollars américains du ministère de la Défense dans le passé.

Quelques mois plus tard, un jury déclare Paul Manafort coupable d'avoir commis une fraude fiscale dans cinq cas et d'avoir omis de s'enregistrer en tant qu'agent étranger. Manafort ne présente aucun témoin lors du procès et plaide avec l'avocat spécial, en promettant de coopérer pleinement. Quelques semaines plus tard, même le juge se plaint que le plaidoyer arrangé avec Manafort serait «très inhabituel» et que le «conseil spécial» devrait imposer des peines moins sévères. En outre, il a été révélé que les membres du «Conseil spécial» avaient divulgué des informations importantes concernant Paul Manafort à la presse avant même d'être affectés à l'équipe de Robert Mueller. À la mi-octobre 2018, un haut responsable du département du Trésor américain à Washington, DC est arrêté est arrêté pour avoir divulgué d'importants volumes de rapports financiers - y compris ceux présentant un intérêt pour le «Conseil spécial» - à la presse , en particulier à BuzzFeed News.

Le boomerang est de retour

Les politiciens républicains avaient déjà envoyé une proposition au département de la justice en juillet 2017 dans laquelle les représentants avaient à plusieurs reprises appelé le procureur général Jeff Sessions à créer un deuxième «conseiller spécial» véritablement indépendant en raison de la surveillance de la FISA. abus, le drame des serveurs de messagerie Clinton et de nombreux autres scandales non résolus. Une autre proposition de ce type a été publiée par par le député Lee M. Zeldin le 28 février 2018, par exemple. Quelques jours plus tard, le 6 mars 2018, une autre proposition de ce type est adressée au procureur général Jeff Sessions et au sous-procureur général Rod Rosenstein, cette fois par le président du Comité de la législation et de la justice. le président de la commission des réformes gouvernementales. En tout état de cause, un renvoi au pénal au ministère de la Justice des États-Unis pour une enquête et une mise en accusation de plusieurs anciens fonctionnaires d'Obama - notamment

contre James Comey et Hillary Clinton - a été publié le 18 avril 2018 par un numéro des membres du Congrès.

Un nouveau chapitre est ouvert le 8 avril 2018 lorsque, sur la base des recommandations de l'avocat spécial de Robert Mueller, le ministère de la Justice rend soudainement une ordonnance aux procureurs du district sud de New York (SDNY). Ceux-ci finissent par pénétrer dans le bureau de l'avocat personnel du président américain Michael Cohen dans le bureau de New York et confisquer des documents et des ordinateurs. Une autre cascade téméraire de l'avocat spécial et qui semble s'opposer à toute vitesse à la Constitution des États-Unis - on ne peut qu'espérer qu'elle ressemblera au MS Titanic. À propos, le tribunal du SDNY - l'un des 94 tribunaux de district des États-Unis - s'était déjà consacré à l'affaire du Titanic à l'époque, ainsi qu'aux nombreuses poursuites au civil engagées à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Robert Mueller avait - juste par hasard bien sûr - été nommé à la tête du FBI exactement un mois avant les attentats catastrophiques à New York. En outre, un membre honoré d'anciens élèves du SDNY n'est autre que l'ex-directeur du FBI, James Comey - celui qui a été limogé par Trump et Sessions - et dont les mémorandums concernant les réunions avec Donald Trump ont été publiés et que ne fait que critiquer davantage l'ancien directeur du FBI.

Certains procureurs de New York sont directement sous le feu des critiques, notamment le procureur général Eric Schneiderman, accusé - avec de nombreuses femmes - de faire fermer les yeux sur un enregistrement en bonne et due forme de centaines de millions de dollars donnés à la Fondation Clinton.

Bientôt d'autres découvertes concernant l'attaque de Michael Cohen, l'avocat personnel de Donald Trump. Il est annoncé que le juge responsable du procès Cohen n'est autre que Kimba Woods. Woods, juge de l'un des plus importants tribunaux de district américains, avait été le candidat préféré de Bill Clinton au poste de procureur général. Elle avait également été invitée d'honneur et conférencière lors du troisième mariage de George Soros en 2013. Elle est également connue pour avoir été un lapin de Playboy dans les années 60, ainsi que pour sa relation avec un multimillionnaire , lui valant le surnom de «Love Judge».

Enfin, il est révélé que le FBI avait non seulement surveillé illégalement la campagne de Trump avec un microphone et une radio, mais même avec et à travers au moins un espion qui avait été simultanément sur la liste de paye de la «Parti Démocratique» des États-Unis.

Dernier point mais non le moindre, le dernier jour de février 2018, le ministère de la Justice a officiellement annoncé son intention d'ouvrir une enquête sur les nombreuses violations de la surveillance FISA. Le soir même, le procureur général Jeff Sessions rencontre son procureur en chef, Rod Rosenstein, lors d'un dîner de bifteck agréable (et certainement très coûteux) dans un restaurant de Washington, plutôt que de prendre ses distances. Sous-procureur général. Ceci illustre encore les conditions dans le marais de Washington, DC (la ville a été construite sur des zones humides marécageuses).

Peu de temps après, fin mars 2018, le ministère de la Justice des États-Unis a annoncé qu'il était sur le point de lancer une enquête sur tous les scandales et toutes les questions qui avaient été découverts jusqu'à présent - ceci sous la direction de un procureur nommé Huber de l'État de l'Utah - heureusement loin de Washington, DC.

Même après que le nouveau procureur général Barr ait poussé l'avocat spécial Robert Mueller au début de 2019 à terminer son projet, les nombreux opposants politiques et contraires à l'éthique du

gouvernement de Trump n'auraient pas admis que rien ne serait entravé par la justice et la justice. plus de 30 millions de dollars dépensés pour 19 avocats, 40 agents du FBI, plus de 2800 assignations à comparaître, 500 mandats de perquisition, 13 demandes adressées à des nations étrangères et plus de 500 témoins interrogés. Étant donné que le rapport complet de Mueller sera probablement un instrument politique radical plus qu'un simple document juridique, deux sénateurs américains publient en prévision de nouveaux boomerangs illégaux et armés de Mueller's un document qui mérite d'être lu depuis novembre 2017 et qu'il convient de lire à l'avocat spécial. Comme prévu, le rapport Mueller de 400 pages, publié à la mi-avril 2019, ressemble davantage à un manifeste politique qu'à un document juridique.

Il existe de nombreuses preuves d'un État profond non seulement aux États-Unis: des gouvernements fantômes du monde entier, dont de nombreux membres se soucient peu de leur vie et de leurs intérêts personnels - des circonstances qui rappellent les conditions de la gravitation galactique. trou noir.

Il ne devrait y avoir aucun avenir pour cet état profond. L'accomplissement de Donald Trump aura jusqu'à la fin des temps pour avoir révélé ce trou noir gigantesque plein de politiciens, de bureaucrates et de représentants des médias quasi criminels, profondément en réseau, hautement corrompus et égoïstes.

En outre, le fait que Donald Trump soit devenu le 45ème président des États-Unis est en effet un grand miracle:

https://www.sun24.news/fr/accuser-la-russie-avec-un-boomerang-a-propos-du-plus-grand-scandale-politique-de-lhistoire-des-etats-unis.html